CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES ESPACES PARTAGÉS DU COLLÈGE ARETHA FRANKLIN À LA COMMUNE DE DRANCY

ENTRE :

Le Département de la Seine-Saint-Denis, domicilié Hôtel du Département 93 006 Bobigny Cedex représenté par M. Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental agissant en vertu d'une délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du...

Ci-après désigné le « Département »,

ET :

Le collège Aretha Franklin à Drancy, domicilié 85, rue Julian Grimau 93 700 Drancy, représenté par Mme Lorraine Grison, Cheffe d'établissement, autorisée à ces fins par délibération du Conseil d'administration de l'établissement en date du 3 novembre 2020

Ci-après dénommé « le Collège »,

ET :

La commune de Drancy, domiciliée place de l'Hôtel de ville BP 76 93 701 Drancy représentée par Mme Aude Lagarde, Maire en exercice, autorisée à ces fins par décision du 20 décembre 2019

Ci-après désignée « la Commune »,

PRÉAMBULE

L'ouverture des locaux des collèges, prévue à l'article L213-2-2 du code de l'éducation, pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne et des pratiques culturelles et artistiques est une priorité. Elle doit permettre d'offrir des lieux et de moyens d'action aux acteurs locaux pour l'organisation d'activités extrascolaires, tout en optimisant l'occupation et l'utilisation des bâtiments des collèges, au bénéfice de tout public.

En situation de carence, de vieillissement, d'inadaptation et de déséquilibre en Seine-Saint-Denis, les équipements sportifs font l'objet d'une pression accrue de demandes. Dès les phases de programmation du Plan exceptionnel d'investissement (PEI) et du Plan ambition collèges (PAC) et notamment dans une démarche de mutualisation d'équipement public, le Département a souhaité que les espaces sportifs puissent être ouverts aux pratiques aussi bien scolaires que communales et associatives.

Inscrits dans le concept « d'espaces partagés », un accès spécifique aux espaces sportifs est prévu pour permettre leur utilisation durant et en dehors des heures d'ouverture de l'établissement. Concernant les équipements plus anciens, l'accès est généralement possible.

Il s'avère que le collège Aretha Franklin dispose d'espaces partagés (salle de sport, plateau extérieur et salle polyvalente), et que la Commune de Drancy sollicite leur utilisation pour plusieurs associations et clubs sportifs hors temps scolaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser les conditions dans lesquelles le Département met à disposition à titre gratuit de la Commune des espaces sportifs (une salle de sport de 360 m² et un plateau extérieur) ainsi qu'une salle polyvalente de 120 m² dans le but de proposer aux associations et clubs sportifs communaux un lieu où leurs adhérents pourront pratiquer différentes disciplines sportives. Ces dernières sont précisées à l'article 4.

Le public collégien du Collège et des établissements scolaires situés à proximité sera prioritairement admis durant le temps scolaire et pour les pratiques sportives de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS).

La Commune s'engage à jouir des lieux paisiblement, de telle sorte que le Collège ne puisse faire l'objet d'aucune réclamation par l'un quelconque de ses enseignants ou par un tiers.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION DES INSTALLATIONS MISES À DISPOSITION

Le Département met à disposition de la Commune des espaces sportifs (une salle de sports de 360 m² et un plateau extérieur) ainsi qu'une salle polyvalente, dont les plans figurent à l'annexe 1 de la présente convention.

Au-delà de la salle de sport et du plateau extérieur, les vestiaires, sanitaires, douches et local de rangement extérieur seront également mis à disposition de la Commune.

ARTICLE 3 : ÉTAT DES INSTALLATIONS MISES À DISPOSITION

La Commune prend possession des équipements sportifs, de la salle polyvalente et de leur environnement dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance.

Un état des lieux entrant et sortant, contradictoirement établi entre le Département, le Collège et la Commune seront dressés pour chaque année d'exécution de la présente convention.

Les états des lieux entrants seront établis à l'occasion de chaque rentrée scolaire, au mois de septembre.

Les états des lieux sortant seront établis à chaque fin d'année scolaire, au mois de juin.

Les états des lieux, entrants et sortants, seront transmis au Collège et à la Commune, par le Département (annexe 2).

ARTICLE 4 : DESTINATION DES INSTALLATIONS MISES À DISPOSITION

Les ouvrages, objets de la présente convention, seront utilisés par la Commune à l'usage exclusif d'activités associatives sportives conventionnées par la Commune et proposant les pratiques de type rugby, escalade et renforcement musculaire fitness et danse de salon.

L'organisation de toute autre activité devra être soumise au Département et au Collège pour avis au moins 8 semaines avant. Un accord exprès et écrit est requis.

ARTICLE 5 : CRÉNEAUX D'UTILISATION

Les associations et clubs sportifs communaux utiliseront les équipements sportifs du mardi au vendredi de 18 h à 22 h et le samedi matin de 9 h à 12 h y compris pendant les vacances scolaires. La salle polyvalente sera mise à disposition le lundi de 19 h à 22h.

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les locaux dans les horaires précisés ci-dessus.

La Commune élaborera avec les associations et clubs occupants un planning annuel d'utilisation des équipements sportifs et de la salle polyvalente. Ce planning sera annexé à la présente convention (annexe 3). Ce planning est calé sur le calendrier scolaire et sera donc revu avant chaque rentrée scolaire. Il sera nécessairement transmis au département par le collège accueillant au plus tard au 30 septembre de chaque année scolaire.

Toute modification du planning ou du volume horaire décidée dans le courant de l'année scolaire devra faire l'objet d'un nouveau planning qui sera transmis au Département et annexé à la présente convention.

Le Collège et la Commune s'engagent à respecter le planning d'utilisation tel qu'il a été défini.

Un règlement d'utilisation des locaux mis à disposition, établi par le Collège sera applicable à tous les utilisateurs. La Commune s'engage donc à faire respecter par les associations et clubs sportifs communaux qui y auront accès (annexe 4).

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

Pendant le temps de la mise à disposition des équipements sportifs et de la salle polyvalente, la Commune s'engage à ne les utiliser que pour les pratiques de type rugby, escalade et renforcement musculaire fitness et danse de salon.

La Commune ne pourra entreprendre aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Département. En cas d'autorisation, les plans et devis descriptifs devront également être soumis à l'approbation préalable et écrite du Département. Les frais ainsi engagés par la Commune n'ouvriront droit à aucune indemnisation de la part du Département.

Après expiration ou résiliation de la présente convention, les éventuels travaux et/ou ouvrages réalisés par la Commune deviennent propriété du Département, sans indemnités.

Il est fait interdiction à la Commune de louer ou sous-louer tout ou partie des lieux ci-dessus désignés tant à titre gratuit qu'à titre onéreux.

Les utilisateurs de la salle de sport devront se munir d'une paire de chaussures qui lui sera dédiée afin de ne pas dégrader le sol.

Les utilisateurs veilleront à laisser les espaces mis à disposition (salle, plateau, vestiaires, sanitaires, douches et local de rangement, salle polyvalente) dans l'état de propreté qu'ils trouveront à leur entrée.

ARTICLE 7 : ACCUEIL – ACCÈS DU PUBLIC AUX LOCAUX

Pendant le temps de la mise à disposition, la Commune veillera à la garde, à la sécurisation, au gardiennage et à la conservation des biens mis à disposition. Elle s'opposera à tout empiètement, à toute usurpation ou à toute occupation sans titre.

La Commune a en charge l'accueil des publics dans les équipements sportifs.

L'agent communal mis à disposition assurera les missions :

- d'accueil et contrôle d'accès,
- de surveillance « sûreté » : vérification de la bonne fermeture de tous les accès de la salle de sports ainsi que du contrôle de l'absence d'intrus,
- de surveillance « incendie »,
- de vérification de l'état de propreté des espaces mis à disposition.

Par ailleurs, dans l'attente des travaux de réfection du parking communal, l'accès des utilisateurs aux équipements sportifs s'effectuera à compter de septembre 2020, par le portillon du parking des professeurs sis 87 rue Julian Grimau. Une fois les travaux réalisés, l'accès s'effectuera par le portillon mitoyen au parking communal menant à la salle de sport et sera assuré par l'agent communal.

Il sera remis à la Commune :

- un code pour désactiver et activer l'alarme anti-intrusion,
- un badge permettant l'accès par le portillon du parking des professeurs,
- les clés permettant l'accès à la salle de sport et au plateau sportif.

En aucun cas les usagers de la Commune ne pourront accéder ni pénétrer dans l'enceinte du collège et des logements de fonction sous peine de poursuites judiciaires.

ARTICLE 8 : MODALITÉ DE STOCKAGE ET DE MUTUALISATION DU MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

Un local de rangement donnant sur l'extérieur est dédié à la Commune pour permettre aux associations et clubs sportifs d'entreposer leur matériel sportif. Le collège dispose quant à lui de son propre local de rangement et de stockage.

En aucun cas la responsabilité du Département ne pourra être recherchée en cas de détériorations, pertes ou vols du matériel appartenant aux associations et clubs sportifs. En outre, le Département n'indemniser pas les associations et clubs sportifs de ces éventuelles détériorations, pertes ou vols de matériels.

Seul le club d'escalade utilisera le matériel du collège à savoir les prises et les cordes dédiées à la pratique de l'escalade. Il a été convenu qu'en cas d'usure du matériel mis à disposition les frais de remplacement de ce dernier serait pris en charge par le club d'escalade et le collège.

La part de l'espace de stockage attribuée à la Commune pourra être modifiée et éventuellement diminuée pour les besoins du collège. Toute modification de la part de l'espace de stockage attribuée à la Commune devra être formalisée dans l'état des lieux entrant.

ARTICLE 9 : ACCÈS AUX LOCAUX – SÉCURITÉ INCENDIE

Préalablement à l'utilisation des locaux, la Commune reconnaît avoir constaté avec le Département et le Collège l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Le système de sécurité incendie (SSI) de la salle de sports est située à l'intérieur de cette dernière et comprend quatre déclencheurs manuels.

En cas de déclenchement de l'alarme, son réarmement sera assuré par les personnels logés dans le collège qui sont d'astreinte tout au long de l'année hors période scolaire et formés pour réarmer et vérifier les installations dédiées à la sécurité incendie.

L'agent communal se chargera à l'aide du pass qui lui aura été remis d'activer et désactiver l'alarme anti-intrusion à l'issue de la période d'utilisation de la salle de sports par les clubs ou associations sportifs.

I

ARTICLE 10 : INTERVENTIONS D'URGENCE

En cas d'urgence, les procédures d'urgences et d'évacuations de l'établissement doivent s'appliquer comme défini à l'article 7 de la présente convention. Un document récapitulatif des consignes de sécurité est affiché dans les locaux.

ARTICLE 11 : DÉGRADATIONS ET DYSFONCTIONNEMENT

Dégradation

En cas de dégradation, le responsable la Commune devra effectuer une déclaration dans un délai de 24 h auprès du chef d'établissement et son gestionnaire par courriel au ce.0931199y@ac-creteil.fr. À l'issue de cette déclaration, un état des lieux contradictoire sera réalisé avec le gestionnaire ou l'agent de maintenance du collège.

Si la dégradation est reconnue comme étant un acte de malveillance, un constat d'incident est établi et soumis au Département de Seine-Saint-Denis.

Si la Commune ou les associations et/ou clubs sportifs communaux s'avèrent responsables des dégradations, les frais de réparation et de remise en état seront facturés à la Commune.

Dysfonctionnement

En dehors de tout caractère d'urgence précisé à l'article 7 de la présente convention, tout dysfonctionnement des installations doit être signalé dans les meilleurs délais au chef d'établissement par courriel au : ce.0931199y@ac-creteil.fr

Charge au Collège d'avertir le Département selon la procédure habituelle (incident sur l'outil Omère), sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 12 : CESSION, SOUS-LOCATION

La présente convention étant consentie *intuitu personæ* et en considération des activités de la Commune, toute cession de droits en résultant est interdite.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

À compter de la date à laquelle les biens sont mis à sa disposition, la Commune prendra en charge l'ensemble des risques liés à leur utilisation.

À ce titre, la Commune s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la présente convention, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue et solvable, une police garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels, qui pourraient être causés aux tiers, du fait notamment :

- des activités qu'elle développe sur le site mis à sa disposition,
- de ses représentants légaux, ses dirigeants, ses préposés, de toutes les personnes qui sont à son service ou qui lui apportent leur concours,
- de tous les biens dont elle est propriétaire, locataire, gardien ou dont elle fait usage.

La Commune s'engage également à souscrire, pendant toute la durée de la présente convention, une police « dommages aux biens » ou « multirisques », garantissant les dommages, qui pourraient être causés aux locaux, aux installations et équipements mis à sa disposition, ainsi que le recours des voisins et des tiers.

La Commune devra justifier dès la mise à disposition des biens puis chaque année au Département et au Collège de l'existence de telles polices d'assurance et du paiement des primes correspondantes par la production d'une attestation d'assurance mentionnant la période de validité des polices.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ

La Commune est responsable des activités exercées au sein de la salle de sports et sur le plateau extérieur par les associations et clubs proposant les pratiques sportives énoncées dans l'article 4 de la présente convention. Elle sera responsable, tant envers le Département et le Collège qu'envers les tiers des dommages de toutes natures qu'elle pourrait causer. Elle répondra vis-à-vis

du Collège, du Département et des tiers, des conséquences dommageables résultant notamment de son activité, de l'occupation des locaux ou du non-respect des clauses et conditions de la présente convention de mise à disposition.

La Commune répondra des dégradations causées aux installations mises à sa disposition du fait de son activité ou de celle des associations et clubs sportifs communaux, sauf en cas d'intempéries, catastrophes naturelles, malfaçons. Les frais de réparation des dommages qui ne seraient pas pris en compte par son assureur, resteront à sa seule charge.

ARTICLE 15 : CONTREPARTIE

La mise à disposition de la Commune des installations définies à l'article 2 de la présente convention est consentie à titre gracieux mais sous condition de réciprocité et de partage de l'ensemble des équipements communaux aux collégiens de Drancy et de la mise à disposition d'un gardien communal pour assurer les accès.

ARTICLE 16 : DURÉE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires à compter de septembre 2020 à juillet 2023. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement exprès. Celui-ci est subordonné au respect de toutes les clauses de la présente convention et à la disponibilité des installations. La reconduction tacite est exclue.

ARTICLE 17 : ÉVALUATION ET VIE DE LA CONVENTION

Un groupe de suivi sera chargé de faciliter la mise en œuvre de la convention. Ce groupe de suivi se réunit une fois par année scolaire. Il est composé de représentants du Département (Direction de l'Éducation et de la Jeunesse), du chef d'établissement du Collège et du représentant de la Commune.

À chaque année scolaire, un bilan est réalisé conjointement par ce groupe de suivi, les différentes parties valideront les plannings d'utilisation, les préconisations de fonctionnement et/ou les modifications à apporter à la convention le cas échéant.

En cas de désaccord, c'est l'avis des représentants du Département qui sera retenu.

ARTICLE 18 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci défini d'un commun accord entre les parties et approuvé préalablement par délibération de la commission permanente du conseil départemental et décision de la maire de Drancy.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

1 – Si le Département ou la Commune souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, il devra en avertir les deux autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de 3 mois au minimum. La résiliation prendra effet, en fonction de la date de réception du courrier de résiliation par les deux autres parties, à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle la convention est dénoncée, soit au 15 juillet, ou au début de l'année scolaire suivante, soit au 1^{er} septembre. En aucun cas la résiliation ne pourra prendre effet en cours d'année scolaire.

2 – En cas de non-respect de ses engagements contractuels par l'une des trois parties à la présente convention, l'une des deux autres parties pourra lui adresser une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles. Si à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la réception de ce courrier recommandé avec accusé de réception, la partie défaillante n'a pas remédié à ses manquements, la présente convention pourra être résiliée, de plein droit, par la partie ayant procédé à la mise en demeure, par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision de résiliation. La partie procédant à la résiliation devra en informer sans délai la troisième partie signataire de la présente convention.

Avant de pouvoir mettre en œuvre cette procédure de résiliation pour non respect de ses engagements contractuels par la Commune, le Collège devra, ainsi que cela est prévu à l'alinéa précédent, adresser à la Commune, par lettre recommandée avec accusé de réception, une mise en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles. Dans le cas où la Commune n'aurait pas remédié à ses manquements dans le délai de 15 jours suivant la réception de ce courrier valant mise en demeure, le Collège devra solliciter l'avis du Département, en lui indiquant le ou les manquement(s) de La Commune à ses obligations contractuelles. Il appartiendra ensuite au Département et au Collège de déterminer ensemble s'il convient de mettre en œuvre la procédure de résiliation prévue à l'alinéa 1 du point 2 du présent article.

3- La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de destruction des installations mises à dispositions par cas fortuit ou de force majeure.

La résiliation de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, ne donnera lieu à aucune indemnisation à la Commune.

Le Département ou le Collège se réserve le droit de demander une indemnisation à la Commune dans le cas où la convention devrait être résiliée suite à un manquement de la Commune à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 20 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention et en dehors de la réunion du comité de suivi, le Département peut être à l'initiative d'une rencontre exceptionnelle visant la conciliation des différentes parties.

Les parties conviennent qu'en cas de litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, en dehors de la réunion annuelle du groupe de suivi chargé de faciliter la mise en œuvre de la présente convention mentionné à l'article 14, le Département peut décider d'organiser une rencontre exceptionnelle visant à la conciliation des différentes parties.

En cas d'échec de la procédure de conciliation prévue à l'alinéa précédent, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la partie la plus diligente par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision de résiliation.

ARTICLE 21 : ANNEXES

La présente convention comporte 4 annexes :

Annexe 1 : plan des équipements sportifs (salle de sports et plateau extérieur) et de la salle polyvalente,

Annexe 2 : état des lieux,

Annexe 3 : planning d'occupation,

Annexe 4 : règlement d'utilisation.

Fait à Bobigny, le..... en cinq exemplaires originaux

Pour le collège

La Cheffe d'établissement

Lorraine Grison

Pour la commune de Drancy

La Maire

Aude Lagarde

Pour le Département

Le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur général des services

Olivier Veber